The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

INRA
S.E.R. #57

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

France INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

REFLEXIONS SUR UNE ETUDE DE L'INTERNATIONALISATION AGRO-ALIMENTAIRE EN EUROPE DE L'EST

GIANNINI FOUNDATION OF AGRICULTURAL ECONOMICS LIBRARY
APR 22 1981
WITHDRAWN

A. POULIQUEN

Série Etudes et Recherches
N°57
Montpellier
Février 1981

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
34060 MONTPELLIER CEDEX

I.N.R.A.

nstitut National de la Recherche Agronomique
Economie et Sociologie Rurales
Place Viala
Montpellier 34000
tel : (67) 63.19.32.

Centre Européen de Coordination
de Recherche et de Documentation
en sciences sociales
GRUNANGERGASSE 2
A 1010 B.P. 974
Vienne I

PROJET RUR III

L'internationalisation des conditions de production et d'échange et la division internationale du travail dans le secteur agro-alimentaire

ENSEIGNEMENTS D'UNE ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EN EUROPE DE L'EST

Contribution d'un chercheur extérieur
au groupe RUR III

A. POULIQUEN

22 mai 1980
Réunion de synthèse

ISBN 2-85340-332-7

Grenoble

AVANT-PROPOS

Le document qui suit est une contribution "d'expert" extérieur, qui m'a été demandée par un groupe international de spécialistes d'Europe de l'Est et de l'Ouest, travaillant depuis plus de trois ans à une analyse du processus d'internationalisation du secteur agro-alimentaire en Europe (de l'Est et de l'Ouest). Cette recherche collective a été entreprise à l'initiative et dans le cadre du Centre Européen de Coordination, de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales de Vienne (Autriche), sous le sigle "RUR III" (troisième opération de ce Centre se rattachant au thème "rural"). Elle a conduit ses acteurs à une longue série de réunions de travail, dans diverses capitales ou grandes villes Européennes, de l'Est et de l'Ouest. Chacune de ces réunions, portant sur un aspect particulier du processus d'internationalisation agro-alimentaire (déterminants, formes et conséquences) était préparée par des rapports par pays et des rapports de synthèse (intra-zone ou inter-zone c'est-à-dire Est-Ouest) conformes à certaines règles et à une problématique communes. Les réunions avaient pour objet la présentation et surtout la discussion de ces rapports et l'organisation du travail collectif ultérieur.

En 1980, ce processus se rapprochait de son terme et une première réunion de synthèse globale se déroulait le 22 mai à Grenoble, en attendant une réunion finale dans lecourant de 1981.

Les règles de fonctionnement de ce groupe international prévoyaient la possibilité de faire appel ponctuellement à des contributions d'experts extérieurs au groupe, susceptibles d'apporter des informations ou des points de vue utiles au travail entrepris.

C'est dans ce cadre que se situe mon intervention à Grenoble en 1980, dont le texte suit ci-après. Il a été convenu que ce texte serait édité en même temps que les rapports du groupe lui-même, dans un numéro spécial de la Revue "Economies et Sociétés", à paraître en 1981 (1), mais sous une forme résumée, pour tenir compte de contraintes impératives de volume. Résumer un texte déjà dense et "ramassé" au regard de son champ plutôt large, ne pouvait malheureusement que l'appauvrir dans une certaine mesure. C'est pourquoi, et aussi pour satisfaire certains besoins de la Recherche et de l'Enseignement en France, il m'a semblé

---

(1) Et dans un ouvrage édité par les Presses PERGAMON.

utile d'en faire une édition complémentaire, à diffusion restreinte, sur un support de l'INRA, sous sa forme initiale intégrale.

La première partie, qui est une sorte de rétrospective historique très schématique, ne posera sans doute pas de problème particulier aux lecteurs visés. Par contre il est possible, et je les prie de m'en excuser, que la deuxième partie leur demande parfois plus d'efforts. En effet, cette deuxième partie tire les enseignements de la première pour engager une réflexion générale sur l'internationalisation agro-alimentaire. Cette réflexion, elle-même, se réfère en permanence, implicitement, à celle du groupe RUR III, c'est-à-dire aux définitions terminologiques de celui-ci, à sa problématique même, à ses méthodes de mesure et aux données qu'il utilise. En somme, cette deuxième partie est essentiellement une réflexion sur les analyses de RUR III, une réponse à celles-ci, donnant lieu parfois à des apports personnels sur ce thème.

L'idéal serait donc, pour le lecteur, de se reporter parallèlement aux rapports de RUR III, dès qu'ils seront publiés.

Mais j'ai pense que cette deuxième partie était pourtant suffisamment accessible, en elle-même, dans ses éléments essentiels, pour être comprise d'un certain public.

INTRODUCTION

L'auteur de la présente contribution poursuit depuis quelques années une étude globale et comparée des transformations du secteur agro-alimentaire dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Est. Cette recherche tend à détecter certaines lois générales du développement de ce secteur, dans le système socialiste, de manière à expliquer la grande variété des formes et rythmes qu'il a pris et prend dans les divers pays concernés, en fonction de leurs conditions nationales héritées et partiellement reproduites, et leur combinaison globale. Bien entendu ce secteur est étudié dans ses rapports avec le développement socio-économique global. Tout ce travail vise surtout à améliorer la compréhension des tendances actuelles et prévisibles, globales et nationales, aussi bien dans le domaine des échanges internationaux que dans celui des structures et politiques suivies.

Je n'ai pas participé aux travaux réguliers du groupe RUR III mais j'ai pris attentivement connaissance de ses rapports de travail disponibles.

Il me semble que l'utilité éventuelle de mon apport à ce groupe peut consister à essayer de tirer les enseignements de mes propres travaux, du point de vue de la question de l'internationalisation traitée par le groupe.

Ceci me conduit à ne pas rentrer, dans tous les cas, dans la grille d'analyse mise au point et employée par RUR III. En effet cette grille tend, me semble-t-il, à détecter prioritairement les aspects analogues, parallèles, et mêmes convergents, des processus étudiés dans les deux Europes, même si elle n'écarte pas la mise en évidence de certaines différences. C'était là d'ailleurs le choix méthodologique, à mon avis, le plus prudent et le plus efficace, compte tenu des contraintes "techniques" du fonctionnement d'un groupe de travail aussi international que le vôtre. D'ailleurs ce choix a démontré me semble-t-il sa fécondité, relativement à ces contraintes.

Mais mes propres travaux me conduisent plutôt, sans nier le caractère commun de certaines forces en jeu, à constater le pouvoir explicatif des spécificités profondes et maintenues des lois de formation, reproduction et développement des économies de l'Est, tout particulièrement dans le domaine agro-alimentaire.

En me situant donc plutôt dans cette optique il me semble donc que mon apport, peut jouer un rôle complémentaire de votre travail.

Bien entendu toutes les analyses qui suivent, sont présentées ici sous ma seule responsabilité de chercheur extérieur au groupe RUR III, et n'engagent nullement ce dernier. Comme toujours d'ailleurs dans notre métier, elles mêlent étroitement des résultats relativement solides à des éléments qui conservent un statut d'hypothèse de travail provisoire. Et, en tant que telles, elles sont soumises à discussion.

Enfin je voudrais insister sur le fait que le temps dont j'ai disposé pour préparer cet exposé et l'ambition du champ étudié me contraignent à rester très sommaire et simplificateur, aussi bien en ce qui concerne la précision analytique (en particulier pour ce qui concerne les variations nationales parfois très importantes) qu'en ce qui concerne les "preuves" quantitatives. Il s'agit donc d'un texte provisoire dont la fonction est d'ouvrir et de canaliser une discussion. Je fais confiance au groupe pour le comprendre.

Une première partie du document sera consacrée à une présentation très résumée de mon analyse des principales étapes et des traits spécifiques dominants de "l'histoire agro-alimentaire" de l'Europe de l'Est socialiste.

La deuxième partie me servira à en tirer les principaux enseignements du point de vue de l'internationalisation, en distinguant classiquement les trois niveaux du secteur agro-alimentaire au sens large.

I - LA GENESE HISTORIQUE DE LA QUESTION ACTUELLE DE L'INTERNATIONALISATION AGRO-ALIMENTAIRE EN EUROPE DE L'EST

Même si c'est parfois au prix d'un rappel de faits et d'analyse connus de nos collègues est-européens, il me semble difficile de bien comprendre la nature du problème de l'internationalisation agro-alimentaire à l'Est, sans le traiter comme une question historiquement située par rapport à un processus de développement industriel bien spécifique.

1. - L'industrialisation des sociétés et des économies est-européennes : un processus tardif, accéléré et autocentré.

L'Europe occidentale dans sa majeure partie a été la première zone géopolitique mondiale à se transformer en société industrielle. L'essentiel de l'accumulation industrielle primitive s'y est réalisée au 19e siècle. Par contre, sauf dans une zone minoritaire (essentiellement RDA et Pays Tchèque), les sociétés est-européennes n'ont réalisé ce premier essor industriel massif qu'au milieu du 20e siècle.

Ce décalage historique a eu et a encore des implications considérables en ce qui concerne les différences Est-Ouest dans la sphère rurale et la sphère agro-alimentaire et ses rapports avec la société globale.

L'essor du capitalisme industriel en Europe de l'Ouest a été préparé par une longue maturation idéologico-politique. Elle a été économiquement facilitée de diverses façons par les empires coloniaux et d'autres types de dominations économiques internationales. Et surtout elle a bénéficié d'une très large antériorité par rapport aux autres processus d'industrialisation.

Le système socialiste ne bénéficiait d'à peu près aucun de ces avantages d'antériorité et de domination extérieure.

Tout au plus pouvait-il hériter du capitalisme un premier noyau industriel (et les "bassins" industriels techèques et est-allemands) et tenter de profiter d'exportations de savoir-faire ("know-how") de l'ouest. De plus son retard et la tension Est-Ouest, initialement extrême, lui imposaient, comme condition de simple survie, une industrialisation accélérée, conduite pour l'essentiel en circuit économique fermé.

2. - Conséquence : le draînage initial massif d'un "surplus" paysan, base nécessaire de l'accumulation industrielle primitive.

La seule solution pour y parvenir a été, d'abord en U.R.S.S. de façon dure et prolongée, puis d'une manière plus courte et atténuée en Europe Centrale et Orientale, une politique de draînage massif et quasi-unilatéral, de richesses surtout et secondairement d'hommes, en provenance de campagnes surpeuplées et paysannes, au profit des industries de base et des villes.

Certes en Europe Occidentale l'extraction de richesses, et surtout de travailleurs à partir des campagnes internes a joué un rôle certain dans l'accumulation industrielle, à l'origine et encore aujourd'hui. Mais ici ce n'était pas le seul, ni sans doute le principal mécanisme de l'accumulation industrielle primitive. Et surtout, bénéficiant d'une large antériorité historique, il a pu être régulé sur une longue période (et parfois même volontairement retardé comme en France) et fortement atténué par le recours massif possible à d'autres sources d'accumulation : dominations externes et plus-value du travail ouvrier à l'intérieur.

A cet égard, il est d'ailleurs significatif qu'à l'Ouest cette extraction de surplus ou de plus-value d'origine agricole interne ait pu s'opérer à partir des mécanismes réellement marchands de la rente foncière et de l'échange inégal, en aval, mais aussi en amont. On notera que, dans les pays sous-développés, là où ces mécanismes fonctionnent actuellement, ils sont le plus souvent destructeurs de l'agriculture paysanne et de la production vivrière, sans pour autant assurer, en général, une industrialisation massive. Ce n'est pas le cas en Europe du Nord-Ouest (des nuances sont à apporter sur ce point dans le cas du Sud-Européen précisément).

Au contraire dans l'Europe de l'Est, majoritairement agraire au début, l'extraction d'un surplus paysan a donc dû être d'emblée la source essentielle de l'accumulation industrielle. Elle a dû être massive (surtout en U.R.S.S. base industrielle initiale du système nouveau) et quasi unilatérale pour que cette accumulation soit rapide et indépendante (priorité à l'industrie lourde), sans pour autant détruire le potentiel agricole. Les mécanismes marchands étant inopérants pour l'essentiel dans une telle situation, cette extraction a dû être centralement et fermement dirigée et a généralement impliqué la collectivisation de l'agriculture. Ce fut, surtout en U.R.S.S., l'une des fonctions économiques essentielle de la collectivisation agraire dans cette première phase.

Cette phase a duré, sous sa forme la plus dure, jusqu'en 1953, et sous une forme un peu plus atténuée, jusqu'en 1960 environ.

3. - Les années 60 : une phase de transition : la fin du "draînage unilatéral" et la préparation de l'industrialisation agraire.

Les années 60 sont une phase de transition dans laquelle, surtout à partir de 65, l'industrie est assez forte pour commencer à fournir l'agriculture en moyens de production, et pratiquer avec elle un échange équilibré. Les revenus agricoles distribués ou investis peuvent alors s'élever et se monétariser et la direction des unités agricoles s'assouplir et se déconcentrer. L'emploi des stimulants économiques et de la planification "contractuelle" devient alors possible, en agriculture comme dans l'industrie. En même temps la diminution de la force de travail agricole, jointe à une pression accrue des besoins alimentaires quantitatifs et qualitatifs en ville, impose un début vigoureux de mécanisation agricole, Celle-ci reste pourtant lacunaire et on la qualifie de "mécanisation simple". L'agriculture paysanne des lopins doit continuer à jouer un rôle d'appoint nécessaire, décroissant en proportion, mais encore important et l'agriculture collective, elle-même, reste encore souvent semi-"paysanne" sur le plan technique.

Donc malgré le considérable effort d'investissement et des progrès très rapides dans les années 60, la période antérieure de draînage unilatéral dirigiste a maintenu ou aggravé le retard technique agricole par rapport à l'agriculture de l'Europe du Nord-Ouest, en matière de mécanique, de génétique et d'agro-chimie. A partir de 1965 surtout ce retard tend a être rattrapé.

Celle-ci qui était d'ailleurs souvent déjà relativement avancée, en moyenne, dès 1945, n'a pas eu à supporter le poids principal de l'accumulation industrielle primitive. Elle a au contraire bénéficié, dès les années 50, d'un afflux important de moyens industriels.

4. - Les années 70 : un bond en avant nécessaire, dans une mutation "industrialiste" radicale de l'agriculture en matière socio-organisationelle et technique

Les années 70-71 sont le point de départ d'un tournant décisif en matière de structures du secteur agro-alimentaire à l'Est.

La poursuite d'un mode de croissance industriel "extensif" tend alors à se heurter de plus en plus à un épuisement général des réserves de main-d'oeuvre sous-employée (femmes, paysans). Un "marché" du travail relativement tendu commence d'ailleurs à se former un peu partout, qui met en concurrence l'agriculture et l'industrie, situation pratiquement inédite dans l'histoire agraire mondiale :

Pour assurer le renouvellement de la force de travail agricole, il devient de plus en plus impératif d'aligner ses conditions de travail, de vie et de rémunération sur celles de la ville et de l'industrie, c'est-à-dire sur celles du salariat étatique : régularité de l'effort et de la paye, non pénibilité, congés, week-ends et retraites, etc. Il s'agit d'une véritable mutation sociale pratiquement inédite à l'Ouest, sous cette forme. En même temps elle correspond à un objectif proclamé du système socialiste, et, à certains égards, elle constitue un progrès incontestable par rapport à certains aspects maintenus du travail agricole familial à l'Ouest. Elle est d'autant plus impérative que la nouvelle génération de jeunes agriculteurs refuse désormais les anciennes contraintes du travail de type "paysan" et que les besoins intérieurs et pour l'exportation, d'un accroissement de production agro-alimentaire, sont toujours plus pressants.

La combinaison de ces nouvelles exigences sociales et productives en agriculture impose alors très vite une nouvelle mutation socio-organisationelle et technologique qui est au moins aussi radicale que la collectivisation : mécanisation "complexe," brusque concentration technique de la production en énormes unités hautement spécialisées, mécanisées et "chimisées", nouveaux liens de coordination et intégration horizontale et verticale à grande échelle entre ces unités. Tous ces thèmes deviennent des "leitmotivs" à l'Est, surtout après 70, et commencent à se concrétiser de façon spectaculaire sur le terrain, mais avec une vitesse inégale suivant les pays et les régions, et parfois d'une façon biaisée (cf infra).

D'un point de vue socio-technique, ce qui tend à se mettre en place c'est alors une véritable forme "industrielle" du travail agricole au sens qu'ont donné Ricardo et Marx à cette notion : c'est l'usine aux champs ou à l'étable, caractérisée par la mécanisation "complexe" et la parcellisation du travail de base. Il ne s'agit plus simplement de l'industrialisation au sens de simple injection accrue d'inputs industriels qui caractérisait déjà les années 60. C'est là un modèle qui, au moins en tendance (cf infra), est profondément différent de celui de l'agriculture occidentale.

En effet, si avancée soit celle-ci (elle le reste encore globalement dans le Nord-Ouest, par rapport à l'Europe de l'Est) dans la mécanisation, la chimisation et la productivité par hectare et par travailleur, elle continue pour l'essentiel, même quand elle est "spécialisée", à s'appuyer sur un processus de travail élémentaire de type "artisanal", c'est-à-dire sans parcellisation des tâches et avec un contrôle direct par un ou deux travailleurs de base d'un processus très complexe de production.

Mais en agriculture, plus qu'en industrie, une telle mutation est, dans la plupart des cas, extrêmement exigeante en moyens industriels et coûteuse : aussi en pratique, la mutation organisationelle tend souvent à aller plus vite que la mutation technique qui devrait lui correspondre, et, dans d'autres cas, cette dernière freine la première. Autrement dit le travail tend à s'étatiser" et à "s'industrialiser" socialement plus vite et plus largement qu'il ne peut s'industrialiser techniquement. Pourquoi ? Pour deux raisons :

- parce que en agriculture plus qu'ailleurs, une véritable industrialisation technique (au sens strict) est particulièrement exigeante en moyens industriels et en technologies "fines", et donc particulièrement coûteuse.
- parce que dans les années 70 l'industrie des moyens de production agricole, si prioritaire soit-elle désormais, n'arrive que très suffisamment à répondre à ces besoins, quantitativement et qualitativement. Ce deuxième point s'explique lui-même de plusieurs manières :

  1° le niveau moyen absolu d'industrialisation des économies de l'Est reste encore, malgré les progrès rapides, assez sensiblement inférieur à celui des pays industrialisés européens du Nord-Ouest. Le poids sur l'ensemble de l'économie d'une industrialisation agricole accélérée, partant d'une situation techniquement retardée aussi en agriculture, y est donc sensiblement plus considérable qu'à l'ouest (cf infra). Ce poids élevé contribue d'ailleurs certainement (en U.R.S.S. surtout), d'une façon sensible, au ralentissement général de la croissance observée dans les années 70, et surtout depuis 75. D'où un effet de freinage, en retour, de l'industrialisation technique de l'agriculture.

  2° Ce ralentissement général de la croissance économique à l'Est est lui-même provoqué, de manière plus générale, par la rencontre des limites d'un modèle d'industrialisation extensive : épuisement des réserves de

main d'oeuvre sous-occuppée ; difficultés du système à produire et appliquer largement, par ses propres forces, des technologies et formes d'organisation susceptibles de surmonter cet obstacle, en passant à une croissance de type "intensif".

5. - Une mutation agricole coûteuse

Mais alors le fait que la mutation socio-organisationelle de l'agriculture soit insuffisamment accompagnée de l'industrialisation technique contribue à provoquer une hausse rapide des coûts de production agricoles... Ceci en dépit des rapides progrès de production globale (surtout jusqu'en 75) et de certains progrès incontestables, mais non généralisés, de productivité horaire du travail.

Ces progrès sont souvent en bonne part compensés sinon dépassés par l'augmentation du coût monétaire de l'heure de travail, qui s'explique elle-même par l'impératif croissant de parité des revenus et surtout des conditions de travail (horaire, congés payés, dégré de pénibilité, etc.) et des conditions sociales générales, avec l'industrie étatique. Or les caractéristiques mêmes de la production agricole, surtout quand elle devient très spécialisée et reste insuffisamment mécanisée, se prêtent mal à cette homogénéisation de conditions de travail (irrégularité et saisonnalité des cycles biologiques notamment). Le fait de devoir la réaliser a tout prix, pour assurer le renouvellement et le rajeunissement de la force de travail, conduit souvent à une hausse du coût horaire de l'heure réellement travaillée, au maintien d'un sous-emploi caché (donc d'un emploi agricole élevé). Lorsque le potentiel industriel le permet (RDA surtout et Tchécoslovaquie) et lorsque la pénurie élevée de force de travail l'impose, ceci conduit aussi à consentir des coûts d'équipements et de mécanisation extrêmement élevés qui font plus que compenser les gains de productivité du travail, parce qu'ils concernent des productions dont l'industrialisation technique est coûteuse et difficile (le lait par exemple). Dans d'autres cas, faute de pouvoir techniquement industrialiser les conditions de travail, il faut accepter la compensation de sur-salaires (cas des bergers notamment, mais aussi, de plus en plus, des vachers).

Le résultat global de ces mécanismes coûteux, de "dépaysannisation" du travail agricole, est une tendance à la hausse des coûts agricoles, que l'emploi très accru d'équipements et d'inputs industriels et la loi des rendements décroissants n'expliquent que partiellement : les revenus nets des travailleurs agricoles eux-mêmes montent plus vite, dans l'ensemble, que l'accroissement de la productivité physique du travail agricole, dans les années 70.

Tout un ensemble d'indices quantitatifs tendent à confirmer cette analyse :

- les études de coûts unitaires de production lorsqu'elles existent,

- le pourcentage des investissements totaux consacrés à l'agriculture reste très élevé (entre 12 et 20 % en Europe Orientale, 27 % en U.R.S.S.) comparativement à l'Europe de l'Ouest (de l'ordre de 3 à 4 % dans le Nord-Ouest ; autour de 7 % dans le Sud). Ni les différences Est-Ouest de définition de ce critère ni le retard d'industrialisation ne suffisent à expliquer cette différence. Certes le retard d'équipement de l'agriculture hérité de la période d'accumulation primitive, et la nécessaire priorité agricole qui a suivi, contribuent à l'explication, mais ils n'y suffisent pas (1). D'autant moins que ces taux élevés se maintiennent ou s'accroissent dans les années 70, en dépit de la poursuite de la croissance industrielle : l'évolution a été inverse à l'Ouest.

- la même constatation vaut pour la part du revenu national qui revient à l'agriculture, sous forme de revenus distribués et d'accumulation. Sans parler du cas spécial de l'U.R.S.S., cette part continue à être à des niveaux doubles ou triples des niveaux de l'Ouest Européen. Attribuer ces disproportions au retard industriel moyen, serait ici aussi insuffisant. Les attribuer à une productivité physique exceptionelle serait également inexact.

En fait ce qui est en cause c'est à la fois une évolution vers la parité agriculture-industrie des revenus individuels, et le fait que la mutation sociale des agricultures est-européennes est telle que la mécanisation ne parvient pas à dégager au profit de l'industrie beaucoup de travailleurs agricoles permanents. Pour un même niveau de mécanisation, il faut très sensiblement plus d'agriculteurs permanents par unité produite à l'Est qu'à l'Ouest. D'ailleurs relativement à ce niveau atteint, les pourcentages d'actifs agricoles restent élevés dans l'ensemble. De plus le taux de diminution du nombre ("exode" agricole net) de ces actifs a été globalement faible dans les années 70, relativement à l'Ouest, et il semble se ralentir actuellement (comme à l'Ouest mais à un niveau d'emploi agricole beaucoup plus élevé).

---

(1) - On peut d'ailleurs le vérifier partiellement en comparant ce critère dans les deux systèmes, (U.R.S.S. exclue) a niveau égal de développement industriel et de mécanisation agricole.

- Bien entendu dans le cas soviètique les conditions naturelles contribuent en bonne part à l'explication, sans non plus y suffire.

- Tout ceci est confirmé de façon assez nette par l'évolution du "ciseau des prix" en amont et en aval de l'agriculture[1] : certes il n'était pas surprenant que ce ciseau s'ouvre assez vite dans années 50 et 60, ceci traduisant la fin de "l'accumulation primitive" d'origine agricole. Mais on aurait pu s'attendre, par analogie avec l'Ouest que, une fois la "parité" de revenus individuels à peu près atteinte et l'équipement de base agricole réalisé , la poursuite de la modernisation permettrait, par des gains de productivité physique du travail, de "refermer les ciseaux" comme cela s'est passé à l'Ouest dans les années 70 (et déjà dans la majeure partie des années 60). En fait, au contraire, il a fallu à l'Est depuis 1970 relever de plus en plus rapidement les prix agricoles de production et souvent subventionner assez largement l'achat des moyens de production.

Le premier de ces mouvements a d'ailleurs provoqué un important gonflement des subventions en aval (industrie et commerce alimentaires), faute de pouvoir être répercuté intégralement sur les prix de détail. Mais même ceux-ci doivent aujourd'hui être relevés plus vite que le niveau moyen des prix.

Tout ceci a correspondu incontestablement à un progrès social très significatif pour les agriculteurs est-européens, en même temps qu'à un essor remarquable de la production agricole surtout jusqu'en 75. Mais en même temps se pose en des termes nouveaux (cf infra) le problème de la "compétitivité" des exportations agro-alimentaires est-européennes sur les marchés mondiaux.

Bien entendu toute l'analyse "historique" qui précède est ici fatalement trop globaliste et simplificatrice. Elle traite de tendances globales et des forces qui les déterminent. Mais les formes et rythmes de ces tendances sont très diversifiées suivant les pays, ce qui s'explique chaque fois par un faisceau de conditions nationales spécifiques. Il n'est pas possible ici de développer l'analyse de ces variantes nationales. Mais il y aurait beaucoup à dire sur chacune d'entre elles et en particulier sur les plus "déviantes", notamment la Pologne et la Roumanie. A notre avis ces deux cas n'échappent d'ailleurs pas aux mécanismes généraux exposés, même si ceux-ci s'y développent d'une façon chronologiquement différente et y empruntent des détours tactiques spécifiques.

---

(1) Bien entendu on raisonne ici sur les prix des moyens de production abaissés par les subventions en amont, et non pas à la sortie des usines.

II - ENSEIGNEMENT DE CETTE ANALYSE POUR LA QUESTION DE L'INTERNATIONALISATION AGRO-ALIMENTAIRE EN EUROPE.

1. - Les échanges de produits agro-alimentaires entre les deux Europes

L'échange [produits agro-alimentaires d'Europe de l'Est contre technologies et équipements d'Europe Occidentale] procède des déterminants suivants : D'un côté l'Europe Occidentale dispose d'un potentiel d'exportation d'équipements et technologies avancés, qui trouve de plus en plus difficilement un débouché intérieur, du fait de la forme que prend la crise économique à l'Ouest.

D'un autre côté l'Est a besoin de ces importations pour aider à relancer sur un mode "intensif" une croissance industrielle dont la forme "extensive" traditionelle tend de plus en plus à épuiser ses effets possibles, du fait notamment d'une pénurie de main-d'oeuvre. De plus certains pays de l'Est disposent, grâce à des progrès récents et très rapides de leur production agro-alimentaire, d'un potentiel agro-exportateur net croissant en chiffres absolus.

Cet échange, comme plus généralement, le contenu des échanges entre les deux Europes, traduit incontestablement une différence globale de niveau d'industrialisation entre les deux zones, quelque soient les nuances à apporter à cette vision dans certains cas. Compte tenu de notre rappel historique précédent (début de la première partie), cette constatation n'a rien d'étonnant. Mais cet échange n'a plus de tout la même signification que celui qui fonctionnait avant l'industrialisation socialiste entre l'Est et l'Ouest, et obéissait dans une large mesure aux lois de l'échange inégal entre les métropoles capitalistes industrialisées et les pays agraires dominés (de diverses manières, coloniale ou autre).

D'un côté ces métropoles trouvaient avantageux d'abaisser le coût de reproduction de leur force de travail industrielle en important à bas prix des produits agro-alimentaires de deux provenances principales :

- des continents nouveaux et sous-peuplés, colonisés par elles, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, et, dans une moindre mesure (du point de vue des produits de type "tempéré"), Afrique. Le prix faible était permis soit par une rente naturelle (abondance de bonnes terres) considérable, soit par un refoulement et un écrasement économique des populations locales anciennes.

- des "greniers à blé" de l'Europe de l'Est. Là le prix faible était obtenu par le mécanisme d'extorsion d'un "surplus", en nature ou en travail, d'une économie paysanne "naturelle", surpeuplée, et n'achetant presque rien aux villes. L'extorsion se faisait par la voie fiscale directe ou par l'intermédiaire du travail dans les latifundia semi-féodales. En contre partie, les états agraires

de l'Est, utilisaient une partie de ces recettes d'importation à s'auto-entretenir par l'importation de divers objets manufacturés, et une autre à importer des capitaux et technologies permettant un modeste début d'industrialisation. Les métropoles ouest-européennes acceptaient donc, à leur avantage, un niveau notable, et parfois considérable (Angleterre), de dépendance alimentaire.

Lorsque reprend l'échange entre les deux Europes, surtout après 1965, les bases de ce système d'échange ancien ont complètement changé à l'Est et à l'Ouest, et ceci suivant des processus qui nous semblent à terme conduire à une limitation étroite, sinon à une régression de l'exportation agro-alimentaire est-européenne vers l'Europe de l'Ouest:

a) Facteurs défavorables en Europe de l'Ouest

Pour des raisons complexes qu'il n'est pas question d'analyser ici (1) les pays Ouest-européens sont conduits, dans le cadre national, puis communautaire, à une politique de modernisation agricole active et d'autosuffisance agro-alimentaire protectionniste en produits de la zone tempérée. Dans la C.E.E. ce dernier objectif est aujourd'hui à peu près atteint, sauf pour le soja en vertu d'un compromis politico-économique avec les U.S.A.; et pour les fruits et légumes, mais l'élargissement prochain aux 3 "méditerranéens" aboutira à une très large autosuffisance dans ce domaine aussi. Actuellement la C.E.E. à 9 continue à progresser encore vers cette autosuffisance, et même vers une position excédentaire. D'où une fermeture croissante de ce marché pour l'Est. Les pays de l'Est agro-exportateurs ont provisoirement compensé cette fermeture protectionniste en orientant d'avantage leurs exportations agro-alimentaires vers les pays européens non-membres de la Communauté.

Mais l'élargissement par étapes de celle-ci a rendu provisoire cette solution et aggrave la perspective de fermeture ouest-européenne : l'adhésion de la Grande-Bretagne a fait perdre un marché important, à la Pologne surtout; les futures adhésions méditerranéennes menacent les exportations de produits "nordiques" vers les pays concernés et de fruits et légumes vers la C.E.E.

---

(1) Parmi lesquelles, la décolonisation, la socialisation à l'Est de l'Europe, l'industrialisation des "colonies de peuplement", l'insécurité des marchés mondiaux, la possibilité et la nécessité de faire de l'agriculture interne un nouveau marché intérieur pour l'industrie, la nécessité d'en dégager des "bras" pour l'industrie, etc...

Tout ceci prend pour l'Est la forme de restrictions quantitatives ou qualitatives à l'exportation agro-alimentaire et d'une dégradation des termes de l'échange.

b) Tendances internes défavorables en Europe de l'Est.

A l'Est aussi, globalement l'évolution interne n'est pas favorable à une extension de la place des exportations agro-alimentaires vers l'Europe Occidentale.

Certes l'expansion de la production agricole (surtout entre 1965 et 1975) a été spectaculaire. Mais globalement elle se ralentit depuis 1975, pour des raisons qui ne sont pas seulement climatiques mais renvoient aussi aux difficultés de l'industrialisation technique de l'agriculture, déjà mentionnées plus haut. Mais surtout le développement accéléré de la zone, en élevant le pouvoir d'achat de la population, a considérablement accru la pression de ses besoins alimentaires... d'autant plus que ce pouvoir d'achat est insuffisamment absorbé par certains autres biens de consommation (logement, automobiles). Globalement dans la zone, cette "demande interne" tend à s'accroître désormais plus vite que la production et il ne faut donc pas s'étonner de l'évolution globalement négative du commerce agro-alimentaire de la zone (1).

Il est à cet égard significatif (1) que les pays exportateurs nets d'Europe Orientale du Sud connaissent un développement plus rapide de leurs importations agro-alimentaires que de leurs exportations des mêmes produits. Le fait que l'U.R.S.S. soit devenue importatrice nette de céréales et que la Pologne soit devenue importatrice agro-alimentaire nette, va dans le même sens.

Il est également très significatif, au régard de l'analyse de notre première partie, que toutes ces évolutions apparaissent particulièrement nettes après 1970, période de mutation socio-technique industrialiste radicale, mais difficile, de l'agriculture (cf le rapport I de M. MIHAILESCU).

Cette situation est difficile mais aussi, on l'a vu, très coûteuse en capital et en revenus, ou niveau agricole surtout, et c'est là un autre frein non évoqué jusqu'à présent à la production agro-alimantaire pour l'exportation à l'Ouest.

---

(1) Rapport de M. MIHAILESCU

Il est difficile d'établir des comparaisons Est-Ouest de "compétitivité" en matière agricole mais tout un ensemble d'indices (niveau et évolution comparés du ciseau des prix, de la part de la force de travail et du revenu national et des investissements accaparés par l'agriculture, subventions en amont et en aval) nous permettent de penser que globalement le rapport entre les coûts de production agricole à l'Est et à l'Ouest de l'Europe évolue défavorablement pour l'Est, surtout pour 70. Et ceci même si on met à part le cas de l'Union soviètique, très défavorisée sur le plan pédoclimatique. Au regard de l'analyse de notre première partie, ceci n'a rien d'étonnant : D'un côté un noyau important (celui qui définit des conditions de compétitivité) d'agriculteurs individuels modernisés, sans problème quantitatif d'approvisionnement et d'équipement, paye les coûts, spécifiques de l'Ouest, de la rente foncière sous ses nouvelles formes (endettement lourd), et de la miniaturisation du matériel. Mais il accepte (parce qu'il y est contraint) des conditions sociales de travail dures et astreignantes et des revenus nets souvent aléatoires et faibles. D'un autre côté les grandes unités spécialisées de l'Est bénéficient d'économies d'échelles dans certaines activités, quand elles sont bien mécanisées. Mais elles le sont souvent encore insuffisamment et supportent parfois d'autres pénuries et retards (agrochimie génétique). Et surtout les gains de productivité horaire du travail obtenus dans la partie la mieux équipée sont plus que compensés par les exigences sociales de la main d'oeuvre, concernant l'intensité, la durée la pénibilité et la régularité du travail, sans oublier une politique de parité de plus en plus stricte des revenus individuels. La réponse à ces exigences entraînent aussi parfois des choix techniques futuristes mais fort coûteux (1).

Dans ces conditions, la "compëtitivité" au sens strict de plusieurs productions agricoles importantes d'Europe de l'Est (surtout les plus difficiles à mécaniser) sur les marchés d'Europe Occidentale est de plus en plus faible et douteuse. Elle serait déjà menacée sans protectionnisme de la C.E.E. A fortiori le fait que ce protectionnisme impose à l'Est une dégradation des termes de l'échange aggrave ce handicap de productivité. Pourtant à l'Est il faut bien voir que cette notion de compétitivité sectorielle, ou par produit, n'a jamais déterminé strictement, comme à l'Ouest, les principaux choix de production et de commerce extérieur. D'une certaine façon c'est d'ailleurs un atout du système socialiste du point de vue du développement : sans être totalement indifférent

---

(1) Dans le cas de la Pologne le secteur agricole d'Etat rentre bien dans le cadre de cette analyse, mais les fermes privées aussi pour une autre raison : leur très grand retard structurel et technique.

à la loi de la valeur, le système socialiste n'a jamais hésité à pratiquer de massifs transferts de valeur d'un secteur "rentable" à un secteur "non rentable" mais stratégiquement prioritaire dans une phase donnée du développement.

Il peut donc être d'une certaine façon conforme à cette rationalité, au moins pendant un temps,de produire et d'exporter, à un prix inférieur à leur coût intérieur, des produits agro-alimentaires, si ces exportations peuvent faire sauter, par des importations technologiques bien choisies, des "goulots d'étranglement" décisifs de la croissance dans d'autres secteurs de l'économie. Ainsi s'explique et se justifie le maintien d'un courant d'exportation agro-alimentaire vers l'Ouest, même si,pour certains pays de l'Est un tel courant réalise un transfert de valeur au profit de l'importateur, valeur dont l'origine indirecte se trouve alors dans le travail industriel. Malgré tout, au-delà d'un certain degré, un tel transfert ne peut pas laisser indifférent les pays exportateurs, et les conduit nécessairement : soit à une diminution des exportations au profit de leur marché intérieur, soit à redoubler d'efforts dans le domaine de la productivité du travail agricole.

Un autre élément peut les pousser à ces réajustements : l'accroissement des importations d'inputs agricoles de la zone dollar, induites par les exportations vers la même zone : soja au tourteaux de soja, produits phytosanitaires, semences améliorées et, dans certains cas (Pologne, U.R.S.S.) céréales fourragères. La Pologne par exemple ne peut qu'être de plus en plus attentive à l'efficacité zootechnique et à la productivité du travail, dans l'opération qui consiste à produire du bacon exporté vers les Etats-Unis avec des céréales et du soja qui en proviennent.

Donc globalement la tendance à long terme ne semble pas favorable à un progrès important d'un internationalisation par le développement des échanges agro-alimentaires au sens strict entre les deux Europes (1). Cela dit, pendant une période de transition encore durable les exportations agricoles de certains pays de l'Est, continueront pour eux à jouer un rôle indirect non négligeable dans le sens de l'internationalisation dans les secteurs d'amont et d'aval, de l'agriculture, par les importations de technologies et d'équipement qu'elles permettront à ces niveaux.

---

(1) Nous n'avons pas parlé des importations d'origine Ouest-Européenne car elles ne semblent devoir jouer, pendant encore longtemps, qu'un rôle mineur.

2. - Les échanges de produits agro-alimentaires à l'intérieur de l'Europe de l'Est.

Le programme de coopération dans le secteur agro-alimentaire élaboré en 1978, semble représenter un pas dans le sens d'une définition plus "internationale", à l'échelle de la zone, des échanges agro-alimentaires intra-CAEM.

Pourtant l'évolution des bilans agro-alimentaires nationaux pour les divers produits (production-consommation-échanges extérieurs) et l'examen des plans quinquennaux me semble revéler les faits suivants :

- une influence de plus en plus déterminante des politiques d'autosuffisance agro-alimentaire à l'échelle de chaque pays, ce qui ne veut pas dire d'autarcie, mais plutôt d'indépendance alimentaire.
- ainsi comme cela a déjà été relevé dans les rapports précédents, dans les pays structurellement agro-exportateurs nets du sud de l'Europe Orientale (1), la place des exportations agricoles tend à diminuer cependant que celle des importations augmente. A l'inverse les pays agro-importateurs nets tendent plutôt à diminuer leurs taux de dépendance (ceci concerne surtout la Tchécoslovaquie et la RDA (2).

Au minimum ceci traduit une tendance à l'homogénéisation des positions nationales, par une convergence à long terme de ces positions, qui d'ailleurs est probablement déterminée par la tendance longue à l'homogénéisation des niveaux de développement et d'industrialisation (du moins en Europe Orientale).

Mais au-delà de cette notion d'homogénéisation, qui ne préjuge pas de la division internationale du travail agro-alimentaire à l'Est, il semble que chaque pays cherche en priorité à s'autofournir dans tous les produits alimentaires de zone tempérée, en priorité, et, lorsque les conditions s'y prêtent, à produire en plus pour l'exportation. Par exemple les pays du nord de l'Europe Orientale cherchent à supprimer leur dépendance oléicole et à réduire leur dépendance légumière par rapport à ceux du Sud.

Inversement les pays du Sud cherchent à réduire leur dépendance sucrière par rapport à ceux du Nord. De plus leur période de développement très rapide des productions fruitières et légumières semble désormais dépassée (sauf peut-être en Roumanie). Par ailleurs bien loin d'abandonner aux pays du Nord (3) le soin de les approvisionner en productions animales, ils poursuivent une politique très active d'intensification et d'exportation dans ce domaine.

---

(1) Hongrie, Bulgarie, Roumanie

(2) Mais les difficultés spécifiques de la Pologne l'éloignent de cette perspective dans les années 70. En URSS, autre cas particulier, les experts occidentaux continuent à prévoir, pour les années 80, un arrêt du développement actuel de l'agro-importation nette (principalement des céréales) et même sa diminution tendancielle.

(3) Qui n'y parviendraient d'ailleurs plus guère, aujourd'hui.

C'est là un schéma qui nous éloigne beaucoup de la division du travail Nord-Sud qui a fonctionné en Europe de l'Ouest : polarisation, dans l'Ouest français et dans le Bénélux et en Allemagne, des productions animales. Régression considérable des productions bovines autonomes en Italie, mal compensée par l'intensification viticole. On pourrait aussi évoquer le secteur agro-alimentaire "destructuré" du Portugal.

L'indépendance et la sécurité alimentaire nationales semblent donc des impératifs plus systématiques à l'Est qu'à l'Ouest pour le moment. Plusieurs facteurs explicatifs peuvent être avancés :

- une certaine insuffisance provisoire des capacités de stabilisation et transport des produits alimentaires,
- mais surtout le fait que, en matière de commerce extérieur, les produits agro-alimentaires sont généralement considérés comme des "produits durs", surtout certains d'entre eux comme les céréales. Pour les pays agro-exportateurs relativement démunis en énergie, en matières premières, équipements et technologies avancés, c'est une monnaie d'échange précieuse à réserver en priorité à l'importation de ces éléments stratégiques, soit en provenance d'U.R.S.S. soit en provenance de l'Ouest. Pour les pays agro-importateurs, l'importation agro-alimentaire joue en partie un rôle symétrique négatif, qu'il faut réduire au maximum (en particulier pour ce qui concerne les céréales fourragères et le soja).

Tout ceci réduit d'autant le jeu des complémentarités internes à l'Europe Centrale-Orientale (sans les supprimer) et pousse à des politiques nationales d'autosuffisance qui, à leur tour, les réduisent davantage.
Par contre on notera que ceci accentue une complémentarité entre les "agro-exportateurs" et l'Union Soviétique. Cette liaison est renforcée depuis 1973 par :

- la hausse du prix du pétrole soviétique, et d'autres matières premières
- la moindre dégradation des termes de l'échange [pétrole et matières premières contre produits agro-alimentaires] avec l'U.R.S.S. que sur les marchés internationaux.

Mais pour l'Union Soviétique, compte tenu de sa masse, l'influence de ces échanges dans le sens de son "internationalisation" agro-alimentaire reste faible

Par contre s'agissant des céréales importées du "grand Ouest" elle est déjà moins négligeable, sans nullement être décisive (taux de dépendance sur les trois dernières années 7 %). Et elle est bien plus marquée en Pologne. On notera d'ailleurs que l'ouverture à l'importation céréalière d'origine occidentale caractérise surtout deux pays relativement bien dotés en source d'énergie : l'U.R.S.S. et la Pologne.

Au total sans être totalement nette, l'image de l'Europe de l'Est est plutôt celle d'une zone peu internationalisée par la division du travail intra-zone en matière agricole et à faible tendance d'internationalisation (avec une nuance qui concerne les relations entre les "agro-exportateurs" nets (1) et l'U.R.S.S.).

3. - Le rôle des industries alimentaires dans l'internationalisation agro-alimentaire à l'Est.

a) On sait qu'à l'Ouest ce sous-secteur a joué et joue un rôle indirect considérable dans l'internationalisation du secteur agricole, par des mécanismes désormais connus : la taille importante des entreprises alimentaires de deuxième transformation, la mobilité de leurs capitaux (intra et intersectorielle puis internationale), leur position de force dans les filières agro-alimentaires, leur ont permis de mettre en concurrence entre elles à grande échelle des agricultures régionales et nationales. Par ce mécanisme elles ont pu imposer une vaste restructuration sélective de l'agriculture à une échelle très large, de plus en plus internationale, c'est-à-dire internationaliser la détermination des conditions de production et d'échange dans le secteur agro-alimentaire.

Ces mécanismes me semblent totalement spécifiques du capitalisme et ne jouent aucun rôle en Europe de l'Est, ni dans le passé ni dans un avenir prévisible :

- la raison première en est qu'il n'y a pas à l'Est de marché du capital ni de mobilité du capital, en fonction du taux de profit. Et les mécanismes centralement planifiés d'allocation des moyens de production, qui les remplacent, fonctionnent suivant une rationalité toute différente. Et ceci même en Hongrie où existe une certaine autonomie des entreprises dans le choix des circuits d'échanges entre elles, en amont et en aval.

---

(1) Bulgarie et Hongrie surtout.

- une deuxième raison est que, généralement prises en "sandwich" entre les hausses rapides des prix agricoles et la stagnation ou la hausse moins rapide des prix alimentaires de détail, les entreprises alimentaires sont souvent structurellement déficitaires et subventionnées (sauf semble-t-il, en Roumanie). Ceci freine d'autant leurs éventuelles initiatives organisatrices en direction de l'agriculture nationale, et à fortiori de plusieurs agricultures nationales fournisseuses. De toutes les façons, aucune pression à la compétitivité agricole par les marchés d'aval ne peut être transmise par elles.

- une troisième raison est que leurs partenaires agricoles sont aujourd'hui le plus souvent très concentrés et en "position de force" égale, pour autant que cette notion ait un sens à l'Est (peutêtre en partie pendant les discussions préparatoires aux Plans).

- une quatrième raison, qui renforce les deux dernières, est que la difficulté de vendre sur un marché solvable à tendance excédentaire, qui fonde à l'Ouest la position de force des agents situés en aval des filières par rapport à l'agriculture, n'existe pas à l'Est. C'est encore essentiellement un "marché d'offreurs" et non de "demandeurs".

- une cinquième raison est que l'industrie alimentaire est techniquement en retard et sous-équipée, en général, à l'Est. Dans l'ordre des priorités il fallait d'abord rattrapper très vite les principaux retards agricoles. Ce n'est que dans la décennie 70, et souvent depuis 75, qu'une priorité importante peut leur être accordée enfin.

Pour toutes ces raisons, même si on s'intéresse aux mécanismes de restructuration propres au système socialiste, l'influence indirecte des I.A.A. sur "l'internationalisation agricole" me semble une idée à écarter à l'Est.

b) Par contre, comme dans le secteur des industries d'amont, une internationalisation des productions d'équipement pour les I.A.A. (1) elles-mêmes s'est bien engagée, par les mêmes mécanismes, et c'est pourquoi nous pouvons passer directement à l'étude du cas des industries d'amont.

---

(1) Industries alimentaires.

D. - Le rôle des industries d'amont dans l'internationalisation agro-alimentaire

1.- L'industrialisation intra zone

C'est essentiellement ici, comme la plupart des rapports des collègues de l'Est l'ont souligné, que l'on trouve un processus important d'internationalisation, essentiellement dans le cadre du "programme complexe" engagé en 1971, et ceci par deux voies, une voie directe et une voie indirecte :

- internationalisation des conditions de production et d'échange des moyens de production agricole eux-mêmes.
Cet aspect de la question a été parfaitement et clairement analysé et présenté par nos collègues de l'Est. Il est inutile d'y revenir.

- internationalisation des conditions de production et d'échange en agriculture.
A l'Est cet effet indirect me parait important et décisif, à l'inverse de celui des industries d'aval. Il a été aussi analysé dans ses grandes lignes.
Mais sur ce point il me faut marquer, plus que cela n'a été fait, les spécificités des mécanismes fonctionnant à l'Est actuellement :

Si les progrès spectaculaires de la division internationale du travail en amont de l'agriculture ont certainement un effet homogénéisant sur les techniques et donc les systèmes de production agricoles, cet effet ne s'exerce absolument pas, comme à l'Ouest, sous la pression d'une concurrence sur les marchés agricoles, qui écarterait automatiquement les systèmes et techniques à faible productivité. Il n'existe pas de "marché agricole commun" à l'Est et, si le mécanisme précédent y existait; ce serait des régions entières de production qui disparaitraient. En effet le système économique de l'Est a ceci de particulier qu'il fait durablement cohabiter, en combinaison évolutive bien sûr, des technologies et des systèmes de production aux degrés d'avancement très différents. Les rentes différentielles techniques sont en grande partie récupérées et redistribuées par divers mécanismes centralisés ou locaux. Elles peuvent cependant jouer un certain rôle dans la stimulation économique du progrès technique. Mais pas toujours suivant des formes familières à l'Ouest, car il arrive qu'un progrès technique corresponde à un coût total croissant et doive être subventionné, ce qui ne veut pas dire qu'il soit irrationnel car il est souvent le seul moyen de maintenir ou accroître la production agricole, dans le contexte social existant (cf partie I). Il y aurait encore beaucoup à dire et expliquer sur cet apparent paradoxe pour un économiste occidental.

Pourtant l'agriculture hongroise et, dans une certaine mesure, l'agriculture privée polonaise mettent en oeuvre des mécanismes de diffusion du progrès technique qui présentent des analogies partielles avec les mécanismes occidentaux. Mais ils sont biaisés par certaines procédures, non marchandes de répartition de la rareté des équipements et la faible influence des machés d'aval, nullement saturés, du moins en Pologne.

Globalement donc le rôle de l'Etat et des Etats dans l'internationalisation par l'amont (et en amont) de l'agriculture reste décisif.

. Plus exactement les "rétroactions" des forces et processus économiques objectifs sur l'internationalisation s'exercent par la médiation globale de chaque Etat ou d'une concertation des Etats, et non pas directement. Une illustration frappante de cette rétroaction globale est précisément "le programme complexe" de 1971 dans le domaine des industries d'amont. Il est tout à fait significatif que cet énorme effort de rationalisation internationale ait été déclenché très vite et activement en 1971. Il répondait, par l'intermédiaire des Etats, aux gigantesques besoins nouveaux d'une nature nouvelle, que la "mutation industrialiste" des années 70 (elle-même illustration du même mécanisme) faisait brusquement naître en agriculture (cf supra 1ere partie).

Le rôle central de cette médiation étatique, ou des médiations inter-étatiques négociées et concertées, dans l'internationalisation en amont et par l'amont, donne à ce processus un sens très différent de celui qui fonctionne à l'Ouest sur la base principale de mécanismes économiques spontanés : l'internationalisation occidentale est en grande partie déterminée par la formation et l'action des centres de pouvoir économiques dominants et multinationaux que sont les grands capitaux bancaires et industriels. Au contraire l'internationalisation à l'Est ne correspond pas à la formation de véritables centres de pouvoir multinationaux autonomes. Elle reste un processus de coopération négociée entre Etats, même si les rapports de force interétatiques n'en sont pas absents. C'est pourquoi il me semble logique que la terminologie est-européenne préfère en général l'emploi des termes "d'intégration" et de "coopération" à celui d'internationalisation.

2. - L'internationalisation en amont entre les deux Europes

Elle se développe et semble logiquement promise à un avenir beaucoup plus dynamique que celle qui concerne les produits agro-alimentaires, pour des raisons déjà développées : la mutation "industrialiste" de l'agriculture gonfle et diversifie brusquement les besoins de moyens industriels et de technologies avancées, à un rythme que ne parvient pas à suivre l'industrie d'amont du C.A.E.M., malgré les priorités accrues qui lui sont accordées et le "programme complexe".

A cet égard je me contenterai de trois remarques complémentaires de ce qui a été déjà développé par le groupe RUR III :

a) un effet de "synergie" existe et se développera entre l'action exportatrice des multinationales occidentales et les grandes entreprises, ou organismes (interétatiques ou nationaux) hautement spécialisés et concentrés mis en place par le "programme complexe". La formation de ces grandes unités simplifie en effet considérablement la pénétration technologique et commerciale des multinationales à l'Est. Ce sont désormais là pour elles des interlocuteurs uniques, hautement compétents et travaillant à l'échelle de l'ensemble du C.A.E.M., pour un "créneau" donné, c'est-à-dire à une échelle qui est à la mesure des opérations que seules peuvent conduire les multinationales. De plus ce sont des interlocuteurs particulièrement désireux d'opérer le plus vite possible un "bond technologique" important.

En contre partie il faut souligner que le réseau de ces unités spécialisées est conçu pour atteindre à terme l'indépendance et l'intégration globale de la zone pour les produits d'amont, et non pas pour créer des dépendances durables. Ceci est dans une certaine mesure en contradiction avec la logique habituelle de domination des multinationales.

b) La notion d'homogénéité Est-Ouest du modèle technologique agricole me semble devoir être nuancée

Certes de multiples éléments de technologie agricole "secrétés" à l'Ouest peuvent être intégrés dans les nouveaux systèmes de production agricole à grande échelle de l'Est. Mais ceci doit passer le plus souvent par un travail préalable de "redigestion", de "recherche développement", qui est essentiel pour recombiner ces éléments entre eux et avec les éléments d'origine est-européenne, de manière à les adapter aux modèles technologiques "industrialistes" de l'Est.

Cette fonction de relais de "recherche-développement" et d'expérimentation intégrée en vraie grandeur est d'ailleurs assumée : soit par les nouvelles unités industrielles et scientifiques du "programme complexe", soit (au niveau agricole) par les unités agricoles les plus avancées de tel ou tel pays. A cet égard le rôle de relais entre l'Ouest et l'Est, joué par les "systèmes" hongrois, pour l'aviculture et le maïs surtout, est un exemple typique ; mais ce n'est pas le seul.

Cette action de filtrage et de "redigestion" locale est d'autant plus essentielle que les très grandes dimensions des nouveaux ateliers agricoles et les différences fondamentales en tendance, entre la conception de l'industrialisation" agricole à l'Est et à l'Ouest (cf partie I), modifient qualitativement, dans beaucoup de cas, la nature des questions technologiques posées, soit au niveau de chaque élément, soit, et surtout, au niveau de leur assemblage complexe. Il ne s'agit plus seulement de "multiplier par N", comme autrefois, les éléments technologiques occidentaux, et le simple "placage" mécanique de systèmes technologiques d'origine Ouest-Européenne est souvent impossible.

Le temps et la place me manquent ici pour en donner des illustrations concrètes significatives. Mais elles ne sont pas rares.

c) Les contraintes du commerce Est-Ouest (problème des contreparties) conduisent un certain nombre de pays (U.R.S.S., Pologne, Roumanie) à détourner vers l'exportation à l'Ouest des produits mécaniques (tracteurs notamment) et agro-chimiques (engrais), alors même que leurs propres besoins et ceux du C.A.E.M., dans l'ensemble, sont encore souvent loin d'être satisfaits.

Cette forme d'internationalisation, probablement explicable, et peut-être même économiquement rationelle d'un point de vue global, comporte une contrepartie négative du point de vue de l'effort d'autosuffisance et d'exportation agro-alimentaires des Pays de l'Est. En effet elle contribue indirectement à accroître globalement un aspect de l'internationalisation agro-alimentaire Est-Ouest dont nous avons peu parlé, car il concerne le "grand Ouest" et non l'Europe : Il s'agit de la dépendance céréalière et fourragère (tourteaux de soja) de l'Europe de l'Est par rapport aux grands exportateurs (U.S.A., Canada, etc...) de ces produits. Cette dépendance, globalement non dramatique mais croissante, est la source essentielle de l'accroissement du déficit agro-alimentaire global de la zone.

De toutes façons il est clair que ces moyens de productions agricoles vendus à l'Ouest ne constituent pas de véritables "surplus" exportables traduisant une tendance à la saturation des besoins intérieurs. Un rapport de synthèse fait une rapide allusion à un tel phénomène de saturation pour expliquer une tendance à la stagnation (sauf en RDA) ou au ralentissement de la part des consommations intermédiaires d'origine industrielle dans la production agricole totale depuis 1970. Or les taux d'utilisation de ces consommations par hectare à l'Est restent encore sensiblement inférieurs à ceux de l'Ouest et une marge de progrès assez large leur est encore ouverte.

De même leur part dans la production agricole reste bien inférieure (sauf en R.D.A.) à celles de l'Ouest-Européen, à moins que ceci soit imputable à une différence de contenu entre production "totale" à l'Est et "finale" à l'Ouest (1). Cela peut aussi s'expliquer par le retard de productivité du travail agricole qui, en ouvrant le "ciseau des prix", gonfle la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport à ses consommations intermédiaires en amont, de même que par rapport à la production alimentaire finale.

A cet égard il me semble significatif, au regard de l'analyse (partie I) de la "mutation" agraire des années 70, que 1970 soit précisément la date où apparaissent simultanément :

- un ralentissement en valeur de la part des inputs industriels dans la production agricole totale
- une élévation (après une diminution) de la part des consommations intermédiaires d'origine agricole dans le chiffre d'affaires des industries d'aval. (1)

---

(1) cf. MIHAILESCU et IRSIG "Rapport de synthèse II ; Tableaux 2 et 3."

CONCLUSION GENERALE

1°/ Les échanges de produits agro-alimentaires entre les deux Europes, ne représentent donc qu'un facteur direct globalement faible et sans grandes perspectives d'extension, d'une internationalisation Est-Ouest, si importants soit ils pour quelques pays. Mais ils vont continuer à jouer un rôle indirect d'internationalisation très sensible, en contribuant à permettre la poursuite d'un échange technologique concernant les trois niveaux du secteur agro-alimentaire. Dans certains cas d'ailleurs, ils pourront être relayés partiellement dans cette fonction par les exportations agro-alimentaires de l'Est en direction des pays en voie de développement susceptibles de ne pas les payer intégralement en matières premières et produits tropicaux, mais aussi en devises.

Mais il semble que les pays de l'Est devront chercher de plus en plus dans des exportations d'un type différent les contreparties d'un échange de technologies Est-Ouest, qui est devenu d'une importance assez grande, pour poursuivre et achever rapidement, sur le plan technique, la mutation "industrialiste" radicale du secteur agro-alimentaire dans son ensemble.

La restructuration rapide des industries de moyens de production agro-alimentaires, dans le cadre du "programme complexe" facilitera ces échanges, tout en les concentrant probablement en bonne partie, sur les partenaires particuliers que sont les multinationales occidentales.

Mais plusieurs facteurs limiteront les implications de ces échanges du point de vue de l'homogénéisation Est-Ouest des conditions de production et d'échanges agricoles :

- la spécificité des mécanismes "centralistes" est-européens de restructuration et de modernisation, de compensation interbranches des rentabilités différentielles, mais aussi l'étroitesse des perspectives d'échanges de produits agro-alimentaires, sans parler du caractère stratégiquement prioritaire des objectifs nationaux d'autosuffisance alimentaire, limiteront beaucoup l'influence classique des nécessités de "compétitivité".

- les différences profondes des modes de détermination socio-économique des "industrialisations" agraires à l'Est et à l'Ouest font diverger (cf partie I) les contenus sociaux (surtout mais aussi en partie techniques) des formes agricoles industrialisées.

Pour le moment cette divergence tend à dégrader la compétitivité relative de l'Est. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que cette dégradation relative entraine un retour à une convergence Est-Ouest des modèles techniques, et encore moins sociaux. Tout au plus peuvent-ils accélérer les échanges d'éléments technologiques qui sont intégrés, au prix d'un certain travail d'adaptation, dans des systèmes techniques complexes. Ceux-ci conserveront une certaine spécificité globale et continueront à poser des problèmes particuliers dont la solution devra être trouvée sur place, notamment dans le cadre du "programme complexe".

Au total c'est sans doute l'internationalisation (des conditions de production) du sous-secteur producteur de moyens de production lui-même (y compris au niveau de la recherche) qui est le processus le plus net.

2°/Concernant l'internationalisation intra-C.A.E.M. la tendance est un peu la même, pour des raisons différentes, en ce qui concerne le rôle des échanges "intra-zone" de produits agro-alimentaires, pour des raisons et avec des nuances analysées plus haut.

Par contre l'internationalisation directe du secteur des moyens de production agro-alimentaire lui-même est un mouvement évident, et il a des retombées également évidentes sur l'internationalisation intra-zone du modèle technique agricole. Mais les déterminations socio-économiques de ces processus, restent très spécifiquement médiatisées et biaisées par les Etats et leur coopération mutuelle, et ne laissent que peu de place aux mécanismes directs classiques d'auto-régulation marchande, notamment à la concurrence par la productivité et aux rapports de force interentreprises.

Dans toute cette analyse, l'étude des spécificités du mouvement d'industrialisation agraire à l'Est, envisagé en "situation" dans un processus de développement global, a joué un rôle explicatif important.

BIBLIOGRAPHIE

(liste partielle des travaux du groupe RUR III)

1°/ Documents généraux ou de synthèse

I. MIHAILESCU
"L'internationalisation des conditions de production et d'échange et la division internationale du travail dans le secteur agro-alimentaire" - Statistiques, bibliographie sélective, travaux sélectifs, (réunion de Sofia), octobre 1977.

M. BESCH, M. MACKINTOSH et A. MOLLARD
Les formes d'internationalisation dans les pays de l'Europe de l'Ouest - Document de synthèse - Mai 1978.

I. MIHAILESCU
"Formes d'internationalisation du secteur agro-alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est" -
Juillet 1978, 13 p. + annexes.

A. MOLLARD
Réflexions sur les formes d'internationalisation du secteur agro-alimentaire en Europe Occidentale -
14 p. + Annexes, septembre 1978.

A. LACROIX, A. MOLLARD
Facteurs d'internationalisation du secteur agro-alimentaire en Europe occidentale -
Mai 1978, 19 p. + Appendice

I. MIHAILESCU, H. WIRSIG
Facteurs de détermination de l'internationalisation du secteur agro-alimentaire dans les pays à économie d'état planifiée -
mai 1979, 9 p. + annexes.

2°/ Documents par pays

a) Facteurs de détermination de l'internationalisation du secteur agro-alimentaire

K. KALTCHEV et A. TANOV
Factors affecting the process of internationalisation of agriculture in the people's republic of Bulgaria -
15 p., septembre 1978.

D. DUMITRU et M. POPESCU
Facteurs et formes de participation de la Roumanie à la division internationale du travail dans le secteur agro-alimentaire -
12 p. (français et anglais), septembre 1978.

A. BALOGH, I. BENET et A. ELIAS
Major factors detrmining the internationalisation of Hungarian food production -
15 p. ,sept. 1978.

D. BUDDRUS et H. WIRSIG
Forms of industrialisation in the agro-good sector of the GDR -
14 p. août 1978.

T. HUNEK
Internationalisation in the Polish agro-food sector -
(Working paper II), 7 p. + tableaux, août 1978.

A. CORSI
L'analyse des facteurs de détermination du processus d'internationalisation du secteur agro-alimentaire en Italie -
Août 1978, 17 p.

P. BYE et A. MOLLARD
Les facteurs de détermination du processus d'internationalisation du secteur agro-alimentaire français -
22 p., août 1978.

M. BESCH
L'internationalisation des conditions de production et d'échange et la division internationale du travail dans le secteur agro-alimentaire -
(Document de travail II), 5 p., sept. 1978.

b) Les formes de l'internationalisation agro-alimentaire

P. BYE, A. MOLLARD
Eléments d'analyse sur l'internationalisation du secteur agro-alimentaire français -
octobre 1977.

D. DUMITRU, M. POPESCU
Développement du secteur agro-alimentaire en Roumanie et l'extension des relations économiques avec d'autres pays -
octobre 1977.

M. MACKINTOSH
Trade in agricultural and food product-statistics -
(United Kingdom), oct. 1977.

H. WIRSIG
Contribution to the Project "The internationalisation of production and exchange conditions and the international division of labour in the food sector - GDR" -
octobre 1977.

F. TOMCZAK
The internationalisation of conditions of production and exchange and the international division of labour in the food sector -
Poland - first draft of the country report -
octobre 1977.

A. BANDARRA et N. JAZRA
L'analyse des formes d'intégration de l'agriculture du processus d'internationalisation et des conditions de leur internationalisation au Portugal -
octobre 1977.

c) Les conséquences de l'internationalisation agro-alimentaire

K. KALCHEV, A. TANOV
Present and future consequences of the internationalisation of the agro-industrial production -
mars 1979, 19 p.

D. DUMITRU, M. POPESCU
Avec accent spécial sur les conséquences de la division internationale du travail sur le secteur agro-alimentaire -
mai 1979, 14 p.

A. BALOGH, J. BENET, A. ELIAS
Some consequences of internationalisation on the Hungaria agro-food sector -
avril 1979, 17 p.

A. BANSARRA, N. JAZRA
Les conséquences de l'industrialisation des produits agricoles et les déséquilibres résultant des formes d'internationalisation au Portugal -
mai 1979, 14 p.

M. BESCH
Conséquences actuelles et futures de l'internationalisation du secteur agro-alimentaire de la République Fédérale d'Allemagne -
mai 1979, 9 p.

H. WIRSIG
Present and future consequences of internationalisation of the agro-food sector in the GDR -
avril 1979, 21 p.

G. KAZGAN
Internationalisation of the agro-food sector in a developing economy : the case of Turkey (ways, determinants and consequences of the internationalisation process -
mars 1979, 27 p. + tables.

A. CORSI
Tables for working document III (8 tables) -

P. BYE, A. MOLLARD
Consequences actuelles of futures de l'internationalisation du secteur agro-alimentaire français -
juillet 1979, 10 p.

A. BALOGH, J. BENET, A. ELIAS
National report of the internationalisation of the agro-food sector in Hungary (Synthesis) -
août 1979, 23 p.

A. CORSI
L'internationalisation du secteur agro-alimentaire Italien (Formes, facteurs de détermination, conséquences) -
août 1979, 26 p. + tables.

H. WIRSIG, D. BUDDRUS
Internationalisation processes in the agro-food sector of the GDR national economy-development level and consequences -
juillet 1979, 29 p. incl. table.

3°/ Rapports d'experts extérieurs

E. L. LITTMANN
Le producteur agricole dans le processus d'une industrialisation et internationalisation croissantes du secteur agro-alimentaire (versions française et anglaise) -
mai 1978.

B. SUESSMILCH
L'internationalisation du secteur agro-alimentaire de la CEE (versions française et allemande) -
mai 1978

Declaration of the community to the International Social Science Council -
mai 1979, 5 p. + tables.

T. POPOV
Foreign trade turnover in food and agricultural products and production means for food and agriculture between the CMEA member countries -
juin 1978, 32 p.

W. STEINLE

Aspects régionaux de l'internationalisation du secteur agro-alimentaire dans la CEE -
septembre 1978, 4 p. + annexes.

Regional aspects of agricultural and food processing developments in the EEC -
mai 1979, 14 p. + tables.

Contribution by J.H.KRAUS (GATT) presented at the General Meeting of RUR III.
Bucharest, sept. 1978, mai 1979, 7 p.

A. POULIQUEN

L'internationalisation agro-alimentaire. Enseignements d'une analyse socio-économique de la restructuration agro-alimentaire en Europe de l'Est -
mai 1980, Montpellier, 26 p.